



Conjoncture et croissance

Notre prospérité repose sur la liberté économique

27.05.2025

D'un coup d'oeil

- La Suisse fait partie des pays les plus prospères du monde et est à la deuxième place de l'indice de liberté économique
- La liberté économique et la prospérité sont liées
- La situation actuelle est cependant le fruit de décisions du passé: les restrictions croissantes de la liberté économique menacent la prospérité future

En comparaison internationale, la Suisse affiche un niveau de prospérité élevé et un degré de liberté économique important. Pour ce qui est de la prospérité, le produit intérieur brut (PIB) par habitant de la Suisse est l'un des plus élevés du monde. En ce qui concerne la liberté, la Suisse vient à la deuxième place de l'*Index of Economic Freedom* de la [Heritage Foundation](#). Que la Suisse affiche un bon score dans ces deux domaines est réjouissant, mais pas surprenant. En effet, il y a un lien positif entre la liberté et la prospérité.

Les pays libéraux se caractérisent par une prospérité élevée par habitant

La figure ci-dessous indique le niveau de prospérité de différents pays. Plus le PIB par habitant est élevé, plus le pays se situe à droite de la grille. L'axe vertical indique la valeur obtenue par un pays dans l'*Index of Economic Freedom*. Plus cette valeur est élevée, plus le pays se trouve en haut de la grille. On voit clairement qu'il existe un lien positif entre liberté économique et prospérité. Les pays qui se caractérisent par un degré élevé de liberté économique affichent généralement un niveau de prospérité élevé.

```
!function(){!function(){"use
strict";window.addEventListener("message",(function(a){if(void
0!==a.data["datawrapper-height"]){var
e=document.querySelectorAll("iframe");for(var t in
a.data["datawrapper-height"])for(var
r,i=0;r=e[i];i++)if(r.contentWindow===a.source){var
d=a.data["datawrapper-height"][t]+"px";r.style.height=d}}}})}();
```

Cela dit, la liberté économique ne signifie pas que les entreprises peuvent faire comme bon leur semble. Elles doivent s'affirmer par rapport à la concurrence et satisfaire au mieux les besoins de leurs clients. La concurrence fait en sorte que les ressources sont utilisées de manière efficiente et que les acteurs restent flexibles afin de ne pas être détrônés par la concurrence. Dès lors, la liberté économique encourage l'innovation et la croissance. La productivité augmente, et avec elle les revenus des travailleurs. Un pays qui crée beaucoup de valeur ajoutée voit les recettes de l'État et des assurances sociales augmenter. En résumé, la prospérité de la population augmente.

L'érosion insidieuse de la liberté économique doit être contrée

Regardons les choses en face: l'impact de la liberté économique sur la prospérité se déploie très lentement. La liberté économique crée les conditions nécessaires à l'innovation et à la croissance. En Suisse, les générations précédentes ont rendu possible la prospérité actuelle grâce à une législation favorisant la liberté économique. Simplement partir du principe que la Suisse pourra maintenir son niveau de prospérité actuel serait une erreur. La génération actuelle tend à faire preuve de frivolité et à restreindre la liberté économique, pour une raison ou une autre: obligations de reporting, contrôle des investissements, plafonnement des salaires, prescriptions en matière de salaire, contrôles des loyers, possibilités infinies de s'opposer aux projets de construction, etc.

Petit à petit, la liberté économique recule en Suisse. Ici le renforcement d'une loi, là une nouvelle réglementation. Il y a toujours une raison en apparence bonne de tendre vers un objectif particulier. Mais il faut savoir que les dommages collatéraux ne sont pas pris en considération, car les effets négatifs d'une restriction de la liberté économique apparaissent bien plus tard. Si la tendance actuelle n'est pas enrayée immédiatement, la prospérité risque de diminuer tout aussi insidieusement, aux dépens des générations futures. Premièrement, le monde politique suisse devrait enfin répondre à l'appel à agir de l'économie. Et, deuxièmement, il doit prendre des mesures; pour le bien des générations futures.



Rudolf Minsch

Responsable Politique économique générale & Économie extérieure, Chef économiste, membre de la direction



Guido Saurer

Responsable suppléant du département Politique économique et formation



Corine Fiechter

Responsable de projets Politique économique et formation

© economiesuisse | www.economiesuisse.ch